

## Nouveaux récits en sciences de l'eau: vers une économie 'utile' ?

Séminaire interne PRECOS

N. Graveline, C. Hérivaux, S. Farolfi

Nous partons de plusieurs **constats** : celui de la crise écologique et sociale, la distance entre recherche et terrain et la difficulté d'interagir avec celui-ci pour des questions de temps et de différences des enjeux, l'inopérabilité/inefficacité de certaines approches économiques pour adresser les questions sociales et écologiques, notamment quand elles restent dans des approches monétaires. Ces constats questionnent la posture et les approches de l'économiste.

Les limites de la discipline économique pour apporter des réponses aux problèmes environnementaux et sociaux sont souvent pointées. La proposition d'E Laurent ou de la 'doughnut economy' (K Raworth) de réencastrier l'économie dans les limites biologiques (planétaire) d'une part et sociale avec l'économie politique d'autre part offre une voie intéressante. Des courants plus hétérodoxes de l'économie se développent depuis les années 60 et dans le sillon des contributions séminales de KE Boulding (1966), G Hardin (1968), H Daly (1968,1977), N Georgescu-Roegen (1971) et R Costanza (1991) entre autres, donnant lieu à l'Ecological Economics. Des développements plus récents de ces courants comme l'économie du doughnut ou l'idée de la nécessaire encastrement de l'économie entre des limites écologiques avec l'économie écologique et sociales avec l'économie politique et l'idée de transitions justes, la 'care', le bien vivre, la décroissance. Ces dynamiques se structurent autour de collectifs comme l'AFEP, la SOFEE et des revues comme Ecological Economics, Ecology & Society, International Journal of Green Economics. On peut aussi mentionner des initiatives de la société civile comme l'Ecole de l'Economie Ecologique.

D'autres champs ou disciplines, en dehors de l'économie, doivent être conviés pour faire évoluer cette réflexion. Dans les autres sciences ou des courants interdisciplinaires incarnent également ce virage comme ceux que l'on peut regrouper sous le terme de sciences de la durabilité (Weill et al. 2024) comme les socio-écosystèmes ou les concepts d'habitabilité.

**L'ambition de ce chantier** est d'ouvrir un espace de réflexion aux économistes de l'eau et de l'agriculture afin d'élargir leur point de vue sur l'intervention nécessaire aux travaux de recherche et les dimensions observées/collectées. D'un point de vue pratique, l'ambition est le changement des pratiques des chercheurs pour une prise en compte plus large des points de vue, valeurs ou perspectives. Ce chantier abordera aussi les approches alternatives pour l'engagement avec le acteurs et l'enseignement (e.g. jeux sérieux). A terme un projet pourrait être un *position paper* dans une revue en économie spécialisée sur les questions d'eau. Ce chantier peut également être nourri par d'autres initiatives de l'UMR.

**L'ambition de cette journée** est (i) de se familiariser avec certains concepts théoriques et certaines des méthodes associées et (ii) d'explorer dans quelles mesures les outils et pratiques de l'économiste peuvent être hybridées ou inspirées par celles-ci, comme par exemple sur la question de l'engagement avec les parties prenantes.

Journée du 13 Avril 2026, 9h00 - 17h00

### Salle Aquadémie, Confluences

**Participation à la journée** : Y. Caballero, S. Farolfi, N. Graveline, C. Hérivaux, D. Jourdain, C. Lejars, S. Le Pape, C. Lescop, M. Montginoul, V. Mitroi, N. Neverre, A. Ricome, J.P. Venot.

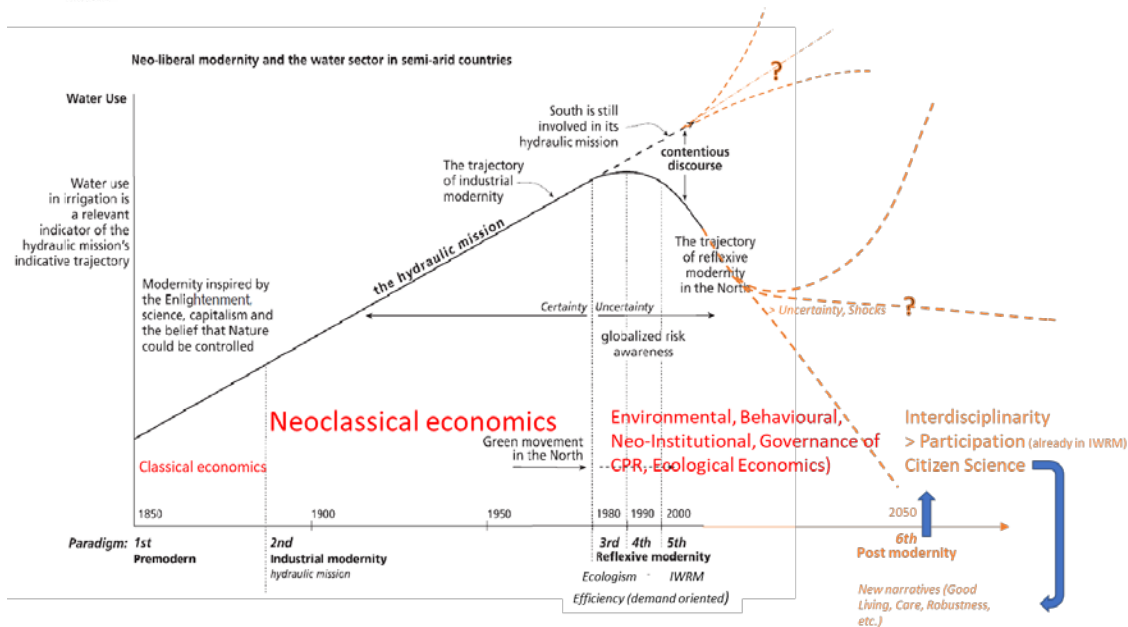
#### Présentations

**Accueil et courte introduction - Nina Graveline**

**Dialogues disciplinaires pour l'émergence de nouveaux récits dans la gestion de l'eau : Care, Bien vivre, et Robustesse.**

**Paradigmes économiques et récits en gestion de l'eau : une évolution parallèle - Stefano Farolfi**

Les récits sur la gestion de l'eau sont le résultat des contextes socio-économiques et sont influencés par les paradigmes scientifiques dans différentes disciplines (y compris l'économie), qui à leur tour évoluent suivant l'évolution du contexte socio-économique. La mission hydraulique (*Hydraulic mission*) domine la gestion de l'eau pendant plus d'un siècle (1870 à 1980). Dans les pays du Sud, elle est toujours dominante. L'économie néoclassique (mainstream ou « orthodoxe ») supporte parfaitement la mission hydraulique dans ses objectifs de contrôle de la ressource et de son exploitation afin d'augmenter le bien-être humain. Les paradigmes économiques complémentaires ou en opposition (hétérodoxes) à l'approche néoclassique se développent à partir du début du XXe siècle, mais surtout à compter des années 1970-1980, en réponse aux mouvements écologiques et aux critiques de l'approche capitaliste libérale proposée par l'économie néoclassique. Ces paradigmes nourrissent les récits qui suivent la mission hydraulique, notamment l'IWRM à partir des années 1990. Les nouveaux récits (« care », bien vivre, robustesse) répondent aux questionnements propres à une nouvelle ère (postmoderne) du XXIe siècle, caractérisée par davantage d'incertitudes, des chocs, une véritable dérégulation géopolitique mondiale et des crises énergétiques et écologiques majeures. Leurs bases scientifiques font appel à l'interdisciplinarité, à la participation et à la science citoyenne. Un exemple d'application « à la lettre » de la mission hydraulique dans les oasis du Maghreb montre bien des conséquences proches de la tragédie des biens communs. On peut se demander si l'adoption d'un autre récit en gestion de l'eau aurait pu éviter cette situation.



Phases historiques, récits en gestion de l'eau et paradigmes économiques (adapté de Allan, 2005)

**Du 'Water Control' au 'Water Care' : Perspective des sciences de gestion appliqué aux services d'eau - Caroline Lejars**

La gestion de l'eau implique souvent la mise en place de schémas de planification, d'outils incitatifs, de quotas, d'indicateurs de mesures, de tableaux de bords de suivi... Beaucoup de ces mécanismes et de ces outils de gestion de l'eau sont issus des sciences de gestion, qui, historiquement et par construction conceptuelle, visent à contrôler la ressource et à accroître la performance des systèmes de gestion.

La présentation était organisée en 3 parties : 1. Tout d'abord, un rapide historique des sciences de gestion a montré comment les sciences de gestion ont opérationnalisé les notions de performance et de contrôle, depuis Taylor et A. Smith, puis comment elles ont ancré un modèle dominant de la conception de la performance (Hatchuel, 2018) basé sur une vision cartésienne, rationnelle, qui donne une place forte à l'information et à la mesure (que ce soit pour contrôler ou protéger la ressource) 2. L'exemple des services d'eau potable en France a montré l'évolution de la notion de performance au cours de l'histoire, et les biais des mesures et outils mis en place pour en améliorer la gestion 3. Le regard et l'analyse des services d'eau sur terres coutumières en Nouvelle Calédonie a ensuite permis de questionner les bases conceptuelles de la gestion des services d'eau en France (au travers de la notion de gaspillage, d'économie d'eau, de "ressource" et de catégories d'eau) pour ainsi inviter à faire une place au Water Care, au sens des relations et de l'attention à l'eau, comme objet de lien social. Ce dernier exemple a permis d'ouvrir le débat autour de la notion de Water Care appliqué aux services d'eau potables.



Fontainier prenant soin de la rivière et des ouvrages. Nouvelle Calédonie

***Revisiter la gestion de l'eau dans la perspective du Care. Ou l'attention accordée aux « contributions marginales » dans la gestion de la sécheresse au Nordeste du Brésil - Veronica Mitroi***

Historiquement, la gestion de l'eau dans le Nord-Est semi-aride du Brésil, en particulier dans l'État du Ceará, a été conçue comme un système hautement technicisé visant à stocker, quantifier et optimiser le transfert de l'eau au sein d'un réseau dense de réservoirs. Cependant, garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau pour l'ensemble de la population urbaine et rurale nécessite des contributions diverses qui ne peuvent se réduire à des procédures institutionnalisées d'allocation de l'eau des « réservoirs stratégiques » identifiés par l'État. Des milliers de petits et moyens réservoirs (en portugais : açudes), non suivis par l'Etat mais gérés par les populations locales, de façon collective ou privée, assurent l'approvisionnement en eau à des fins humaines et agricoles dans les communautés rurales. Alors que la modélisation hydrologique indique un impact cumulatif négatif de ces réservoirs "non-stratégiques" sur les réservoirs "stratégiques", cet article déplace l'angle d'analyse d'une situation de "concurrence" vers une compréhension relationnelle de la sécurité hydrique au niveau territorial, en montrant comment les açudes non surveillés contribuent activement à garantir l'accès à l'eau dans différentes situations de pénurie. Nous montrons l'importance mais aussi la fragilité des pratiques locales pour "prendre soin" des açudes non surveillés, pratiques qui sont façonnées par : la matérialité des infrastructures, la fragilité des droits de propriété, des valeurs associées à la justice sociale, ainsi que le sentiment d'appartenance et les expériences collectives des sécheresses.



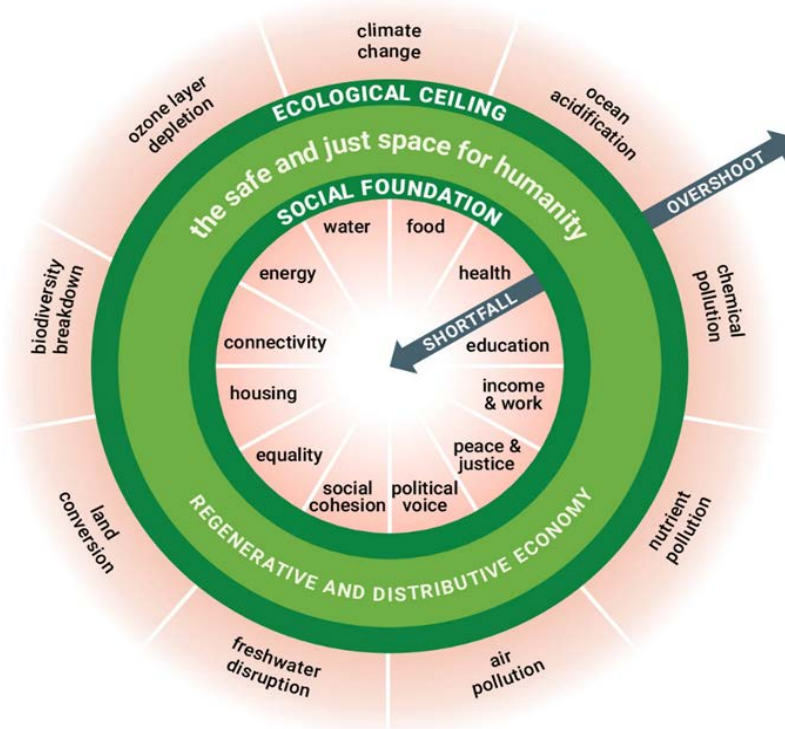
Réservoir non-stratégique au Ceará (Brésil)

En s'inspirant des théories féministes du Care (Carole Gilligan, 1982 ; Joane Tronto, 2005, 2009) - où l'attention portée aux contributions marginales est au cœur des réflexions - nous suggérons un refondement de l'approche hydrotechnique dominante en matière de gestion de la sécheresse. Dans une perspective du Care, cette dernière devrait être centrée plus sur le concept de hydro-solidarité et une reconnaissance plus explicite du partage des responsabilités et des contributions de chacun à la résilience hydrique territoriale. Poser la question du Care dans la gestion de l'eau revient à interroger le paradigme du Contrôle et à faire reconnaître que ces deux facettes de la gestion de l'eau (le Contrôle et le Care) sont en fait *indéniablement imbriquées dans tous les systèmes de gestion d'eau*, elles peuvent entrer en friction, mais sont aussi complémentaires.

**“Doughnut of social and planetary boundaries”. Quelles questions pour nos méthodes et pratiques? - Cécile Hérivaux**

Cécile a ensuite présenté l'économie du Donut, à partir de l'article de Fanning and Raworth (2025) « Doughnut of social and planetary boundaries monitors a world out of balance ». L'intervention s'est articulée autour de (1) la description des grands principes du Doughnut, (2) son opérationnalisation à l'échelle de villes et territoires, (3) les liens avec l'économie et les méthodes et pratiques de PRECOS, (4) la famille plus large des indicateurs de bien-vivre.

L'économie du donut propose un changement de paradigme de la conception du progrès, dans l'idée de transformer la vision du 20ème siècle reposant sur la croissance économique et l'augmentation du PIB, en une vision plus holistique et ambitieuse intégrant le bien-être, le développement durable, la santé et la prospérité planétaire. Le framework du Donut est constitué de deux cercles concentriques : le cercle intérieur correspond au plancher social en dessous duquel se situent des situations de privation humaine, tandis que le cercle extérieur représente un plafond écologique au-delà duquel s'opère une dégradation critique de la planète ; l'espace intermédiaire définit ainsi une zone sûre et juste pour l'humanité.



Le framework du Donut (Fanning and Raworth, 2025)

La 1ère version du Donut a été proposée en 2012, la publication de 2025 présente sa 3ème version, reposant sur 21 dimensions (12 dimensions sociales et 9 limites planétaires) et 35 indicateurs. La notion de seuil (planchers sociaux et plafonds écologiques) est centrale dans ce framework. L'analyse à l'échelle mondiale de la situation 2022 met en évidence de fortes disparités entre pays en termes de responsabilité dans le dépassement des limites planétaires et de respect des planchers sociaux selon les niveaux de revenus par habitant. Ainsi, malgré un doublement du PIB mondial entre 2000 et 2022, les avancées sociales restent limitées tandis que les dégradations environnementales s'accroissent, plusieurs limites planétaires étant désormais franchies, soulignant la nécessité de dépasser une approche strictement économique du progrès au profit d'un pluralisme des valeurs.

Le Doughnut a été opérationnalisé dans une cinquantaine de villes et territoires, dans différents objectifs. Amsterdam a été la première ville à travailler avec la théorie du Donut et à développer un portrait de la ville en 2020. Elle a mis en place le Doughnut deal, traduction pratique du Doughnut, qui vise à soutenir l'émergence d'initiatives citoyennes et/ou associatives qui travaillent sur plusieurs dimensions du Doughnut. En 2022, la ville de Grenoble a par exemple lancé Grenoble 2040, une démarche politique fondée sur la théorie du Donut en tant que cadre commun pour penser l'avenir et développer des itinéraires de transition, avec le développement d'un portrait analytique, d'un outil d'étude d'impact pour les évaluations de projets stratégiques, l'organisation d'ateliers, de débats et de présentations publiques autour du Doughnut, ainsi que la création d'un observatoire des données.

Au-delà de sa représentation visuelle, le modèle du doughnut invite à repenser en profondeur le rôle de l'économie. Il ne s'agit plus de partir des théories économiques traditionnelles, mais des objectifs de long terme de l'humanité — vivre dans un espace à la fois socialement juste et écologiquement soutenable — puis de mobiliser les approches économiques capables d'y répondre. Cette perspective interroge donc le changement de mindset économique nécessaire pour atteindre cet objectif au XXIe siècle. La Doughnut Economics s'appuie ainsi sur un pluralisme théorique, en mobilisant des courants variés tels que l'économie écologique, comportementale, institutionnelle, féministe ou encore la théorie de la complexité. Elle propose finalement de nouvelles façons de penser l'économie, adaptées aux défis contemporains, comme détaillé dans les « 7 manières de penser en économiste du XXIe siècle » développées par Raworth (2017).

Enfin, le Doughnut s'inscrit plus largement dans la famille des indicateurs de bien-vivre. Cécile évoque sur ce point le rapport de synthèse de recherche très complet de Fiona Ottaviani (2025) « Indicateurs de bien vivre et sobriété : comment s'orienter dans les usages en termes de politiques publiques ? » qui propose un état des lieux des usages des indicateurs de bien vivre en lien avec la soutenabilité.

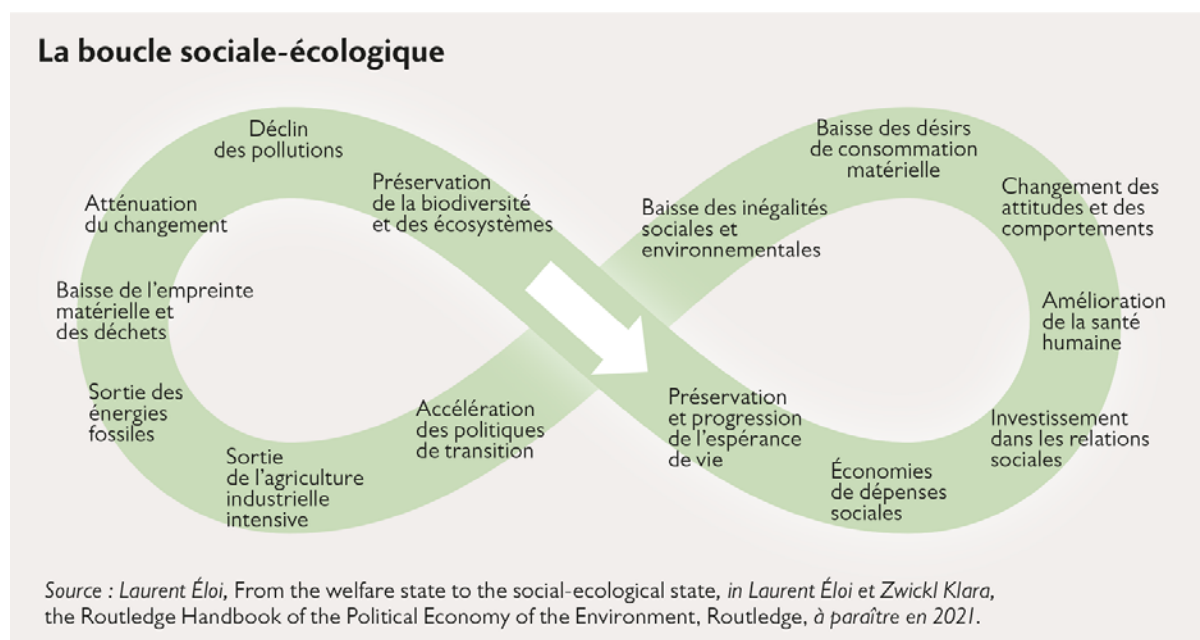
### ***La proposition des Transitions justes: quelle inspiration pour nos travaux? - Nina Graveline***

A partir de la problématique posée par les enjeux de gestion quantitative de l'eau et de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, les cadres analytiques de l'économie agricole ou du développement et de l'économie de l'environnement sont présentés comme des impasses. Pour les dépasser, les hypothèses (adoptées par les courants post-croissance) suivantes sont proposées. L'économie est enchâssée dans la société, elle-même enchâssée dans la biosphère (et non l'inverse) (e.g limites planétaires). Le vivant possède une valeur intrinsèque, irréductible à son utilité pour l'homme (valeur instrumentale). Les dégradations écologiques amplifient les inégalités et appellent donc des considérations de justice. La démocratie est une valeur supérieure au marché. Les processus économiques dépassent largement les échanges marchands.

Après avoir présenté différents courants de l'économie de la post-croissance, le cœur de la présentation a consisté à proposer une lecture du Manuel des Transitions Justes d'Eloi Laurent - Economie pour le 21<sup>ème</sup> siècle. Pour celui-ci la reconnaissance de l'importance du récit pour le passage à l'action collective est importante. La transition collective s'inscrit dans un triptyque : les Idées qui irriguent les Institutions qui façonnent les Intérêts. Face à 4 récits bloquants, la proposition s'appuie sur la reconnaissance de l'interdépendance écologique et propose d'investir dans la coopération. Le livre aboutit sur une représentation visuelle de la boucle social-écologie comme illustration d'une trajectoire qui articule politiques écologiques et sociales. L'hypothèse centrale des politiques de transitions justes est de réduire les inégalités sociales ce qui permet d'atténuer les crises écologiques, et réciproquement (d'où la boucle cf. Figure ci-dessous. (NB: dans le donut, le cercle social et le cercle écologique ne s'entrecroisent pas).

Le livre articule plusieurs transitions nécessaires. Dans la présentation sont développées la transition vers la protection du monde vivant, vers une économie sobre et essentielle, vers la coopération et le bien-être et vers la santé globale (aboutissement). Une idée particulièrement intéressante pour nos travaux sur l'eau est le concept de sobriété-partage: qui consiste à réduire drastiquement les quantités de ressources naturelles extraites tout en satisfaisant aux besoins essentiels de l'humanité (lien avec enjeu de justice). Enfin quelques réflexions sont proposées en écho à nos travaux sur l'eau: la représentation du monde physique/écologique est déjà réalisé avec des approches de couplages de modèle par exemple, en revanche trois chantiers plus originaux sont identifiés : (i) sur la notion de besoin essentiel (lien usage de l'eau), (ii) sur les notions de coopération et gouvernance et la reconnaissance d'une échelle méso (UMR déjà bien équipé sur les dimensions participatives), (iii) sur la mesure ou le suivi des relations sociales.

Ce manuel ne mobilise pas vraiment l'idée de planification alors qu'il est au cœur d'autres propositions de l'économie de la post-croissance (e.g. ). Une convergence avec les autres présentations est observée avec l'idée des relations.



## Q&R :

- l'idée de transitions justes va beaucoup plus loin que celle de développement durable qui ne reconnaît pas de valeur d'existence aux systèmes écologiques non-humains ni met d'accent sur la coopération et l'économie non marchande.

## Discussion : comment intégrer ces idées et approches dans nos recherches et pratiques?

Les discussions ont été riches et ont abordé les points suivants :

Quelles interactions possibles avec ces nouveaux récits ? Ils nous permettent d'élargir notre culture générale, les approches et méthodes existantes.

Une convergence entre les présentations est la notion de relation social-écologique. Les économistes ne sont pas équipés pour documenter cette composante et pourraient travailler avec des sociologues ou anthropologues pour travailler cette dimension.

Le chercheur peut aussi être vu comme une mise en relation à travers sa posture. Cela a déjà de la valeur.

Pour un certain nombre ces idées ne sont pas nouvelles. Par exemple, les indicateurs sociaux sont déjà mobilisés ou pourraient l'être dans les mêmes approches. La question de "besoin essentiel" (dans les TJ d'E. Laurent) a déjà été traité notamment sur les travaux sur la demande en eau potable. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus rien à faire. Par exemple, les politiques de tarifications incitatives mobilisent déjà ces termes mais pas forcément de façon pertinente (e.g. besoin essentiel calculé en fonction d'une piscine ou non en Afrique du Sud...). On peut cependant aller beaucoup plus loin. Le chantier de l'inégalité n'est pas vraiment traité en tant que tel à l'échelle de l'UMR et envisage de creuser cela dans son nouveau projet. Sur les indicateurs écologiques, la composante eau, notamment dans les approches intégrées est reconnue comme "limite physique" aussi bien par les outils que par beaucoup de systèmes de gouvernance étudiés.

Il y a un certain flou autour de la notion de récit, narratifs, paradigmes. Le socle identifié ici est que le récit permet de se projeter, aussi vers du positif. Il est discuté (et non tranché) de si ce récit doit être assumé explicitement face aux acteurs ou plutôt qu'il est implicite et sera adopté comme une grille de lecture pour le chercheur lorsqu'il observe le terrain (mais explicité dans ces hypothèses de travail). Il pourrait aussi émerger du terrain (e.g. la demande d'indicateurs d'inégalité)...mais la plupart du temps ce n'est pas le cas. Cela dépend aussi évidemment de qui on choisit de rencontrer et comment.

## Perspectives : Quelles sont les étapes suivantes de ce chantier?

Pour garder une trace de la journée, nous amendons le document initial aussi pour ceux qui rejoignent le chantier en cours de route.

Deux chantiers sont identifiés :

- participation à la réflexion sur les nouveaux récits à l'échelle de l'UMR, nouvel axe (échéance en juillet lors de l'AG)
- réinterroger nos méthodes, pratiques questions, approches, méthodes en économie au regard de ces nouveaux récits sein de l'équipe PRECOS (on ne se limite pas aux méthodes "PRECOS"). Parmi les "méthodes" discutées pourraient être d'étudier comme objet de recherche ces nouveaux récits et de voir comment on peut les mobiliser.

Sessions plus conséquentes (minima 2/3h) 3 fois par an par ex.

1. pour le prochain (rentrée)

- partir sur un terrain / présentation du cas de Lille par Cécile
- tester le doughnut
  
- 2. inviter des chercheurs extérieurs inspirants (rdv en décembre?)  
e.g. les approches de bien vivre Fiona / Eloi Laurent
- en préparant les discussions pour que ce ne soit pas des talk standards.
- idéalement les faire discuter à deux pour échos et dialogue

Aussi :

- clarifier ce qu'on entend sur récits, narratifs, paradigmes = au niveau de l'axe plutôt
- proposition de terrain d'Yvan pour venir tester ces questions dans le living lab dans les PO qu'il monte et anime. Il a déjà fait passer un message il y a quelque temps pour faire un appel aux collègues souhaitant s'y investir.
- pendant la discussion une option de travail pourrait être d'essayer d'illustrer les idées de TJ avec ce qu'on observe déjà dans le monde de l'eau et ce qui n'est pas encore fait. une sorte de mise à l'épreuve. Mais d'après les discussions et les exemples d'Eloi Laurent, le monde de l'eau a déjà quelques exemples illustratifs.